



Code de déontologie professionnelle d'AXA



“ Le cœur de notre métier est de prendre des engagements sur le long terme vis-à-vis de nos clients. La confiance est l'élément essentiel sur lequel repose notre réussite depuis de longues années.

Dans ce contexte, se doter d'un ensemble de valeurs et de principes d'action est fondamental car il nous fournit - tant sur le plan individuel que collectif - une « échelle de valeurs », afin de trouver une réponse appropriée à la complexité, aux diverses priorités qui sont parfois contradictoires et que nous rencontrons au quotidien dans notre métier.

Les valeurs soutiennent notre comportement, et celui-ci se traduit dans l'atteinte de nos résultats. « Customer first », « Intégrité », « Courage » et « One AXA » : ces quatre valeurs n'ont de sens que si elles sont partagées et incarnées par chacun. Elles doivent s'appliquer au quotidien et dans toutes nos actions. Si vous vous interrogez sur la meilleure décision à prendre, nos valeurs vous aideront à faire le bon choix. Gardez à l'esprit que la mission d'AXA est de donner à chacun les moyens de vivre une vie meilleure.

Depuis longtemps, AXA s'engage à respecter une déontologie professionnelle rigoureuse. Nous avons conçu ce nouveau Code de déontologie professionnelle pour créer une compréhension commune de ce qui est attendu de chacun de nous et des métiers.

Ces exigences doivent guider chacun d'entre nous dans l'exercice de ses fonctions. Garantir une bonne performance de nos activités n'a rien d'incompatible avec des normes déontologiques professionnelles. Les deux éléments se renforcent mutuellement. C'est la raison pour laquelle j'attends que chacun respecte les exigences de notre nouveau Code de déontologie professionnelle. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le présent Code, vous pouvez en faire part à votre Responsable ou à vos Départements Ressources humaines ou Conformité locaux.

”

Thomas BUBERL,
Directeur Général

Pourquoi et de quelle manière la déontologie se positionne comme l'un des fondements de la stratégie d'AXA ?

Notre mission est de donner à chacun les moyens de vivre une vie meilleure.

« **Customer first** », « **Intégrité** », « **Courage** » et « **One AXA** » sont les quatre valeurs que nous appliquons au quotidien, dans tout ce que nous entreprenons et qui contribuent à la réussite de notre stratégie :

- **Customer first** signifie placer la satisfaction de nos clients au cœur de nos réflexions et de nos actions. Cela nous permettra de répondre à leurs besoins d'aujourd'hui et d'anticiper ceux de demain pour toujours leur offrir les meilleurs conseils, produits et services ;
- Depuis les origines du Groupe, **l'Intégrité** est une valeur fondamentale. Elle repose sur le respect de la parole donnée, la sincérité, l'honnêteté et le respect. Il s'agit de faire ce qui est juste et de gagner la confiance de nos clients, collaborateurs et partenaires ;
- Le **Courage** chez AXA, signifie que chacun a le courage d'exprimer son point de vue et d'agir pour changer et faire avancer les choses, pour innover et trouver de nouvelles façons de faire notre métier ;
- De par nos actions, **One AXA** devient une réalité, car collaborer comme une seule équipe soudée nous rend plus forts, nous enrichit de nos différences et nous unit par des objectifs communs.



Customers first

Placer le client au cœur de chacune de nos actions.



Intégrité

Être responsable et toujours tenir ses engagements.



Courage

Donner aux autres les moyens d'agir et trouver des opportunités d'apprendre et de se développer.



One AXA

Viser la réussite de tous en s'appuyant sur la diversité et la collaboration. Les grandes décisions, les idées novatrices et un succès pérenne ne sont possibles qu'en associant l'intelligence, la participation et l'énergie de tous.

Quelles sont les personnes concernées par le Code ?

Tous les mandataires sociaux, les dirigeants, et les collaborateurs du Groupe AXA ainsi que le reste du personnel ayant un **statut de salarié** (à savoir les stagiaires, les intérimaires, les autres collaborateurs s'ils sont considérés comme tel par la réglementation locale en vigueur et/ou pour des impératifs fiscaux), et les agents exclusifs* (désignés collectivement « Collaborateurs d'AXA ») doivent respecter les exigences du présent Code.

Nous cherchons à travailler avec des partenaires commerciaux qui partagent nos valeurs et nos normes, et nous attendons d'eux qu'ils agissent conformément aux dispositions du Code.

En quoi le Code s'inscrit-il dans le cadre de la loi ?

AXA s'engage à respecter les lois et réglementations en vigueur dans les pays dans lesquels il exerce ses activités. En cas de conflit entre la législation locale et les exigences du présent Code, AXA et ses collaborateurs se conformeront au droit applicable tout en veillant à identifier des possibilités leur permettant de respecter les engagements décrits dans le Code.

En cas de conflit potentiel, veuillez en faire part à votre Département Conformité ou Juridique local.

Quelles sont les conséquences d'une violation ou d'un manquement au respect de ce Code ?

En cas de violation ou de tout autre manquement au Code, AXA pourra le cas échéant appliquer les sanctions disciplinaires qui s'imposent, les cas les plus graves pouvant entraîner la cessation du contrat de travail ainsi que de possibles poursuites judiciaires. Chacun des pays dans lesquels AXA opère étant régi par son propre environnement commercial, juridique et réglementaire, le Code n'a pas pour but de définir un ensemble uniforme de sanctions punissant le non-respect de ses exigences. La plupart des sociétés d'AXA ont des politiques internes bien définies régissant les relations avec le personnel et, notamment, les questions relatives aux mesures disciplinaires, de telles mesures pouvant être prises dans des cas de manquements décrits au présent Code.

Comment faire entendre sa voix ? Procédure de signalement mise en place par AXA.

AXA répond en toute confidentialité aux questions et préoccupations de ses collaborateurs concernant les exigences en matière de déontologie professionnelle ou autres, formulées dans le Code.

Au sein d'AXA, nous sommes encouragés à signaler tout soupçon de comportement inapproprié, contraire à la déontologie professionnelle ou illégal de la part d'un autre collaborateur AXA. Pour signaler tout manquement, nous devons consulter notre politique de signalement locale disponible sur l'intranet local ou communiquée par tout autre biais. La procédure de signalement nous permet de remonter une situation au sein de votre entité ou directement au Groupe. La hotline dédiée du Groupe (speak-up@AXA.com) est gérée par le Global Head of Special Investigations, lequel est indépendant.

Chacun de nous doit se sentir libre de pouvoir partager ses préoccupations sans crainte de représailles. AXA ne saurait tolérer aucune mesure de représailles prises à l'encontre de quiconque qui signalerait en toute bonne foi des manquements avérés ou suspectés. Signaler en « toute bonne foi » signifie que toutes les informations dont nous disposons et que nous estimons avérées doivent être fournies.

Les actes de représailles à l'encontre d'un collaborateur ayant signalé des faits sont passibles de sanctions disciplinaires à l'encontre des salariés qui en sont responsables, y compris la cessation du contrat de travail. Si un collaborateur d'AXA estime avoir subi des représailles, il doit immédiatement en faire part aux Départements Ressources humaines ou Conformité.

Qui contacter en cas de question ?

Ce Code est un code de conduite général. Il ne peut aucunement se substituer à l'intégrité personnelle ou au bon sens, et ne peut énoncer des réponses adaptées à chaque type de situation susceptible de se présenter.

Si vous avez des questions sur son interprétation ou application à une situation spécifique, veuillez consulter votre Responsable ou vos Départements Ressources humaines, Conformité, ou Juridique.

Sommaire

- 1. Prévention des conflits d'intérêt**
 - 2. Prévention de la corruption**
 - 3. Prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et du non-respect des sanctions internationales**
 - 4. Prévention des délits d'initiés**
 - 5. Protection de la libre concurrence**
 - 6. Traitement équitable et professionnel des clients**
 - 7. Protection et utilisation responsable des données clients**
 - 8. Gestion des informations confidentielles**
 - 9. Prévention de la discrimination et du harcèlement**
 - 10. Comportement sur les réseaux sociaux**
 - 11. Respect de la santé et de la sécurité**
- Annexe : Politique de le délit d'initié**

1 Prévention des conflits d'intérêt

Ce qu'il faut savoir

Il existe un « conflit d'intérêts » lorsque des collaborateurs sont impliqués dans des activités ou relations personnelles qui nuisent à la réalisation objective et efficace de leur travail. En d'autres termes, le conflit interfère avec leur capacité à agir dans le meilleur intérêt d'AXA.

En évitant les conflits d'intérêts, AXA protège son intégrité et préserve la relation de confiance avec ses partenaires, clients, actionnaires et fournisseurs.

Les conflits d'intérêts ne sont pas toujours évidents et les collaborateurs doivent savoir comment certaines de leurs actions peuvent s'assimiler à des conflits d'intérêts, ces situations – avérées ou apparentes – pouvant nuire à la réputation d'AXA.

Relations personnelles

Les collaborateurs peuvent avoir dans leur entourage (amical ou familial) des proches dont les intérêts personnels sont liés à certaines activités d'AXA, notamment en tant que fournisseur ou prestataire de services. Dans de tels cas, les collaborateurs doivent en informer leur Responsable et ne doivent pas être impliqués dans les activités concernées. De même, ils ne doivent pas participer aux décisions relatives à l'embauche de membres de leur cercle amical ou familial.

Engagements en dehors du Groupe

L'expression de toute opinion politique et des engagements personnels des collaborateurs d'AXA doit rester personnelle et distincte de la société. Il est formellement interdit aux Collaborateurs d'engager AXA dans le cadre de tout militantisme, réunion ou manifestation politique en mentionnant le nom d'AXA, en utilisant des visuels comportant le logo d'AXA ou en se servant de son papier en-tête, de ses fonds ou de ses ressources.

Autres engagements en dehors du Groupe

Les collaborateurs d'AXA s'impliquent souvent dans des activités bénévoles au sein de leurs communautés à l'échelle locale et dans diverses activités caritatives ; nous encourageons les collaborateurs d'AXA qui prennent des initiatives en ce sens. Néanmoins, il est du devoir de chaque collaborateur d'AXA de veiller à ce que toutes les activités extérieures, qu'il s'agisse d'activités caritatives ou bénévoles, ne soient pas en conflit d'intérêts ou ne soient incompatibles avec leur poste au sein du Groupe AXA.

Participations financières ou commerciales en dehors du Groupe

Les collaborateurs d'AXA doivent veiller à l'absence de conflits d'intérêts lorsqu'ils envisagent d'investir dans une société concurrente, un fournisseur, un partenaire ou un client (cela inclut les sociétés cotées dans lesquelles la participation est supérieure à 3 %) dans la mesure où des investissements personnels peuvent induire ou faire naître un conflit d'intérêts.

Des conflits d'intérêts peuvent aussi survenir lorsqu'un membre de la famille d'un collaborateur détient une participation ou joue un rôle (direction ou conseil) dans une société ayant des liens commerciaux avec AXA. Pour déterminer si cette participation représente un conflit d'intérêts avéré ou potentiel, un certain nombre de considérations doit être pris en compte : (i) le montant de l'investissement, (ii) la nature des obligations du collaborateur au sein d'AXA, et (iii) l'importance des relations commerciales entre la société en question et AXA.

Postes d'administrateurs en dehors du Groupe

Les collaborateurs d'AXA doivent s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts s'ils envisagent d'exercer un mandat d'administrateur dans une entité externe au Groupe (i) à titre individuel ou (ii) en tant que représentant d'une entité d'AXA. Pour déterminer si cette position représente un conflit d'intérêts avéré ou potentiel, un certain nombre de considérations doit être pris en compte : (i) les intérêts d'AXA, (ii) ne pas nuire de quelque manière que ce soit à la pleine réalisation des engagements du collaborateur envers AXA, (iii) le temps passé à cette activité, et (iv) les responsabilités personnelles potentielles associées à ce poste d'administrateur.

Ce qu'il faut faire

Pour éviter les conflits d'intérêts avérés ou apparents, il faut :

- Faire part, avec honnêteté et promptitude, de conflits d'intérêts avérés ou potentiels, à votre Responsable et au Département Conformité avant toute action ou prise de décision ;
- Se retirer des processus décisionnels en cas de conflit d'intérêts, notamment en cas de relations personnelles ;
- Garder pour soi toute expression d'opinion politique ou d'engagements personnels, et ne pas impliquer sa société ;
- Préalablement à tout investissement à titre personnel dans des sociétés qui ont ou qui sont susceptibles d'avoir des relations commerciales avec AXA, faire part de l'investissement concerné à votre Responsable et au Département Conformité. Cela est applicable aux investissements à titre personnel ou à ceux des membres de la famille ;
- Avant de s'engager dans toute activité commerciale extérieure ou d'accepter un mandat d'administrateur dans une société extérieure au Groupe, demander l'approbation de votre Responsable et du Département Conformité.

Prévention des conflits d'intérêt

Questions - réponses

Un(e) Collaborateur(trice) possède 5 % d'une société à capitaux privés mais n'en détient pas le contrôle et ne fait pas non plus partie de l'équipe dirigeante. Une société d'AXA organise un appel d'offres et la société dans laquelle le(la) Collaborateur(trice) détient 5 % envisage d'y répondre. Cela pose-t-il problème ? Une approbation est-elle nécessaire ?

Les Collaborateurs(trices) sont tenus de signaler les cas concernant des sociétés privées, dans lesquelles ils détiennent une participation et ayant des relations commerciales, récurrentes ou ponctuelles, avec une société du Groupe AXA. Si un(e) Collaborateur(trice) d'AXA détient une participation de 5 % dans une société souhaitant répondre à un appel d'offres organisé par AXA, il/elle se doit de signaler cette situation par écrit à son Département Conformité et attendre son accord. Même s'il /si elle reçoit cette approbation, le Collaborateur(trice) concerné(e) ne peut pas prendre part au processus d'appel d'offres ou à sa préparation.

Le conjoint d'une Collaboratrice travaille dans une société de services qui a un contrat technologique à long terme avec AXA. Il n'a absolument rien à voir avec ce contrat ou sa négociation. Cela pose-t-il problème ?

Sous réserve que ni la Collaboratrice ni son conjoint n'ait quoi que ce soit à voir avec l'attribution, la négociation ou l'exécution de ce contrat, il n'existe aucun conflit et la Collaboratrice n'est pas tenue de prendre de mesure à ce titre. Néanmoins, si la Collaboratrice d'AXA ou son mari sont, directement ou indirectement, impliqués dans l'attribution, la négociation ou l'exécution de ce contrat, la Collaboratrice devra en faire part au Département Conformité avant toute action ou prise de décision.

Je reçois ponctuellement des invitations à diverses manifestations sportives de la part de fournisseurs auxquels AXA a recours. Puis-je les accepter ?

AXA reconnaît que les cadeaux d'affaires et les divertissements destinés à montrer de la bonne volonté et à nouer de solides relations de travail peuvent être appropriés sous réserve qu'il ne s'agisse pas de tentatives « d'acheter » des traitements de faveur et qu'ils ne fassent pas naître de doutes sur notre capacité à porter un jugement indépendant, objectif et juste dans le meilleur intérêt d'AXA. Tous les cadeaux et divertissements (qu'ils soient reçus ou donnés) doivent suivre les procédures établies dans les politiques locales y afférentes. Si ces politiques requièrent des notifications ou des approbations préalables, elles doivent être obtenues. En cas de doute ou de préoccupation, le sujet doit être communiqué au Département Conformité.

2

Prévention de la corruption

Ce qu'il faut savoir

AXA s'est depuis longtemps engagé à exercer ses activités avec honnêteté et intégrité, tout en adoptant des normes déontologiques rigoureuses.

La corruption peut prendre plusieurs formes. Il s'agit d'offrir, de promettre, de donner, de demander ou d'accepter des avantages illégaux qui, en infraction au droit en vigueur, se traduisent par des avantages ou gains personnels pour le bénéficiaire (ou toute personne ou instance associée à ce dernier) et dans le but d'influencer abusivement une décision du bénéficiaire.

Toute forme de corruption est interdite et peut conduire à des sanctions disciplinaires.

Certaines situations requièrent une attention toute particulière. Les contributions politiques sont, par exemple, soumises à des législations nationales qui divergent d'un pays à l'autre. Même si elles sont légalement permises dans un pays, ces contributions peuvent être source de corruption. En effet, des pratiques susceptibles d'être acceptables dans le cadre commercial peuvent ne pas l'être, voire être illégales, lorsqu'elles concernent des fonctionnaires du gouvernement ou d'autres personnes.

Un nombre croissant de réglementations, de lois applicables nationales et extraterritoriales est prévu pour prévenir la corruption. Les risques, à la fois juridiques, réputationnels, financiers et commerciaux, peuvent sérieusement compromettre les activités d'une société et conduire à des poursuites pénales à l'encontre des collaborateurs et même d'AXA.

Ce qu'il faut faire

Nous prévenons la corruption en appliquant les règles suivantes :

- Nous tenir informés des Codes de conduite et des politiques en vigueur à l'échelle locale en matière de lutte contre la corruption et les appliquer ;
- Appliquer les procédures locales en matière d'autorisation préalable avant d'offrir ou d'accepter un cadeau, un divertissement ou une hospitalité ;
- Ne pas offrir de cadeau qui compromette ou semble compromettre l'impartialité de la personne le recevant ;
- Ne jamais contribuer, au nom d'AXA, financièrement ou en nature, à des partis ou des organisations politiques, à des personnes politiques (là où il est légal de le faire) sans autorisation préalable du Département Conformité ;
- Ne jamais utiliser les fonds ou autres ressources d'AXA pour des activités politiques personnelles ;
- Obtenir l'approbation écrite préalable et en enregistrer comme il se doit (avec le Département Conformité local par exemple) les dons de charité ou tout mécénat effectués au nom d'AXA ou utilisant les ressources financières d'AXA ;
- Ne jamais accorder de paiement ou de gratification (des « paiements de facilitation ») à des fonctionnaires ou collaborateurs du gouvernement pour accélérer une démarche administrative de routine ;
- Veiller à ne jamais se trouver dans une situation susceptible d'être considérée par une tierce partie de bonne foi comme une tentative d'influencer une société par des moyens inappropriés.

Questions - réponses

Une entreprise dans le secteur de la technologie, fournisseur d'AXA, a proposé de me vendre un nouvel ordinateur, moitié moins cher que dans le commerce. Que dois-je faire ?

Il semble que cette situation s'assimile à un conflit d'intérêts. L'offre en soi pourrait être perçue comme un pot-de-vin. Avant d'accepter une offre de ce genre, vous devez contacter votre Département Conformité local pour lui expliquer la situation et attendre ses instructions.

Je reçois ponctuellement des invitations à diverses manifestations sportives ou culturelles de la part de consultants auxquels AXA a recours. Puis-je accepter ces invitations ?

Avant d'accepter des invitations à des manifestations sportives ou culturelles, vous devez contacter votre Département Conformité local.

3

Prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et du non-respect des sanctions internationales

Ce qu'il faut savoir

Au vue de la nature financière des activités du Groupe, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et les sanctions internationales représentent un risque significatif, tant sur le plan juridique que réputationnel. Parmi les signaux qui doivent vous alerter figurent par exemple : les clients recensés sur une liste de sanctions, ceux qui refusent de fournir les informations d'identification requises, qui souhaitent procéder à des paiements en espèces, ou qui veulent effectuer des transactions impliquant des sociétés écrans ou offshore étrangères.

Le Groupe a adopté des politiques spécifiques pour prévenir ce risque de la part des clients utilisant ses produits et services dans le non-respect des lois en matière de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et des sanctions internationales. Les politiques du Groupe AXA en matière de lutte contre le blanchiment ainsi qu'en matière de sanctions formalisent les règles minimums à respecter pour prévenir et détecter les cas de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et le non-respect des sanctions internationales. Ces exigences permettent de s'assurer qu'AXA a une bonne connaissance des personnes avec lesquels il fait affaire et que les transactions font l'objet d'un suivi pour détecter toute activité suspecte.

Ce qu'il faut faire

Nous prévenons et détectons le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et évitons les violations des sanctions internationales en :

- Comprenant et respectant les réglementations et politiques applicables ;
- Respectant les exigences concernant l'identification et le filtrage des clients et l'analyse des opérations qu'ils effectuent ;
- Contactant le Responsable local dédié à la lutte contre le blanchiment d'argent (Anti Money Laundering Officer) ou le Département Conformité lorsque des signes précurseurs d'activités ou de clients suspects sont identifiés.

Questions - Réponses

Je travaille pour le Groupe AXA et nous envisageons de développer nos activités dans de nouveaux pays. Je me demande s'il existe des pays avec lesquels nous ne sommes pas autorisés à faire affaire ?

À l'heure actuelle, les pays soumis aux sanctions les plus drastiques et diverses sont la Syrie, la Corée du Nord, l'Iran, Cuba et la région de la Crimée. Il existe également nombre d'activités et de personnes frappées d'interdiction en Russie. Toute implication dans des activités commerciales potentielles avec des pays sous sanctions doit immédiatement être communiquée au Département Conformité, préalablement à toute action.

J'ai des doutes concernant la légalité des activités et la déontologie professionnelle d'un client du Groupe.

Nous nous devons d'être vigilants face aux signes de possibles activités suspectes ou criminelles en lien avec des paiements (un client effectuant un paiement conséquent et demandant juste après son remboursement, par exemple) et d'autres opérations (usurpation d'identité notamment). Dans une situation comme celle-ci, vous devez toujours contacter votre direction ainsi que votre Département Conformité local avant d'agir.

4

Prévention des délits d'initiés

Ce qu'il faut savoir

Dans certaines circonstances, nous pouvons avoir connaissance d'informations privilégiées concernant AXA ou ses filiales (« Filiales ») et/ou des sociétés avec lesquelles elles ont des relations commerciales. Une information privilégiée est une information à caractère précis n'ayant pas été rendue publique et concernant, directement ou indirectement, un ou plusieurs émetteurs de titres cotés (tels que des actions) et qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours de ces titres.

Nous devons considérer ces informations comme privilégiées et si ces informations sont telles qu'un investisseur raisonnable pourrait les considérer comme importantes dans le choix d'un investissement, alors ceux qui détiennent ces informations ne doivent ni acheter ni vendre des titres du Groupe AXA ou d'une autre société dont les titres sont cotés en bourse, négociés et contrôlés par AXA, ni communiquer ces informations à une autre personne susceptible de négocier ces titres.

Par « titres », il est entendu : (i) les titres AXA, y compris les actions ordinaires AXA, les ADR (« American Depositary Receipt ») AXA, les obligations AXA, les parts de FCPE souscrites dans le cadre du Shareplan, ainsi que les options et autres instruments dérivés basés sur ces titres AXA, et (ii) les titres (y compris les actions, obligations, options et autres dérivés) des Filiales cotées du Groupe. Nous (mandataires sociaux, collaborateurs, agents, professionnels de la finance et autre personnel des Filiales cotées du Groupe) devons respecter les politiques et procédures spécifiques établies par notre société en rapport avec la négociation de ses titres. Les collaborateurs qui ne sont pas concernés par les règles et procédures spécifiques devront respecter les règles et procédures définies ci-après en rapport avec la négociation des titres des Filiales cotées du Groupe.

Mesures préventives

Seules les personnes dont les fonctions ou responsabilités le justifient doivent avoir accès aux informations privilégiées (« besoin d'avoir l'information »).

Dans le cas d'opérations spécifiques (financement, fusions-acquisitions, etc.), il est recommandé de suivre les précautions suivantes :

- Lors des travaux préparatoires, constituer une équipe la plus restreinte possible, les membres impliqués dans le projet devant être soumis à des obligations de stricte confidentialité et, si les circonstances le justifient, établir une « liste d'initiés » ;
- Utiliser systématiquement un nom de code pour l'opération concernée ;
- Conserver les informations en lieu sûr et procéder à des contrôles réguliers des droits d'accès informatiques ;
- Au fur et à mesure de l'avancée du projet, identifier les nouveaux initiés et élargir les mesures préventives aux conseils externes au Groupe.

Le Groupe a adopté une politique spécifique relative à la négociation des titres du Groupe AXA (la « Politique relative au délit d'initié »), qui figure en annexe du présent Code. Ceux qui parmi nous ont accès à des informations privilégiées ou à des informations susceptibles d'influer sur les cours des titres sont tenus de connaître la Politique relative au délit d'initié du Groupe et de s'y soumettre.

Ce qu'il ne faut pas faire

Lorsque nous sommes en possession d'une information privilégiée, nous ne devons pas :

- Utiliser cette information pour acheter ou vendre ou tenter d'acheter ou de vendre des titres AXA ou de toute autre Filiale cotée du Groupe à laquelle se rapporte cette information, pour notre compte propre ou celui de tiers, ni annuler ou modifier un ordre concernant des titres d'AXA ou de toute autre Filiale cotée du Groupe à laquelle cette information se rapporte, lorsque l'ordre en question a été passé avant que la personne concernée ait reçu cette information ;
- Recommander à quiconque d'effectuer un délit d'initié ou inciter quiconque à le faire ;
- Utiliser les recommandations ou incitations formulées par une personne détenant une information privilégiée ;
- Communiquer cette information privilégiée à une autre personne (« donner un tuyau ») susceptible de négocier ces titres. Dans nombre de pays, il est également interdit de négocier ces titres en cas de détention d'information privilégiée ;
- Communiquer illégalement une information privilégiée à autrui si le partage de cette information ne rentre pas dans le cadre habituel des obligations inhérentes à votre travail, de votre profession ou de vos fonctions.

Les transactions sur les titres d'AXA ou de Filiales cotées du Groupe par des membres de votre famille ou des proches partageant votre foyer peuvent faire naître des irrégularités – voire être illégales – si ces personnes négocient ces titres alors que vous êtes soit en possession d'informations privilégiées soit lorsque vous n'êtes pas autorisé à négocier des titres. Par conséquent, les membres de votre famille et vos proches devront être extrêmement prudents concernant la négociation de titres AXA ou d'autres Filiales cotées du Groupe AXA ; dans de nombreux pays, les sanctions civiles et pénales punissant le non-respect de la réglementation du délit d'initié peuvent être importantes.

4

Prévention des délits d'initiés

Si de telles sanctions vous touchent, elles peuvent induire des coûts et des dépenses considérables (dont le coût de votre défense juridique), ainsi que des sanctions et amendes pouvant ne pas être couvertes ni par l'assurance responsabilité civile des dirigeants ni par votre société.

À titre d'exemple, en France, les délits d'initiés et la diffusion illicite d'informations privilégiées (ou toute tentative de commettre l'un quelconque de ces délits) sont passibles de sanctions allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et une amende de 100 millions d'euros, cette somme pouvant atteindre jusqu'à 10 fois le montant de l'avantage retiré du délit. L'amende ne peut en aucun cas être inférieure au bénéfice tiré de l'opération. Ces violations peuvent également être sanctionnées par une amende de la Commission des sanctions de l'AMF, dont le montant peut atteindre 100 millions d'euros ou dix fois le montant des profits générés le cas échéant.

Questions - réponses _____

Au cours d'une réunion, j'ai eu connaissance d'informations privilégiées pouvant avoir un effet négatif sur les actions détenues par l'un(e) de mes ami(e)s. Puis-je lui en faire part ?

Non, vous ne devez pas partager cette information avec votre ami(e). Si vous avez connaissance d'informations non publiques concernant ces actions, en informer une autre personne peut être considéré comme un délit d'initié, celui-ci pouvant être considéré comme une violation de la loi.

5

Protection de la libre concurrence

Ce qu'il faut savoir

Le Groupe est favorable à la libre concurrence en respectant systématiquement toutes les lois antitrust, relatives à la concurrence et à l'équité dans les opérations sur l'ensemble des marchés où nous opérons.

Nous visons l'excellence, tout en agissant de manière honnête et déontologique, sans profiter injustement d'autrui par le biais de la manipulation, de la dissimulation, de l'abus d'informations privilégiées, de la présentation déformée de faits matériels ou de toute autre pratique commerciale déloyale.

Ce qu'il faut faire

Nous respectons la libre concurrence en :

- Connaissant, comprenant et respectant les lois applicables et les politiques d'AXA ;
- Coopérant constamment avec les régulateurs ;
- Traitant les informations privilégiées auxquelles nous avons accès comme des informations confidentielles et en veillant à ne pas les utiliser ni à les partager ;
- Respectant les politiques et procédures de cloisonnement des informations (« murailles de Chine ») ;
- Ne partageant pas d'informations susceptibles d'influencer le prix avec nos concurrents ;
- Respectant les principes d'équité et d'offre compétitive, de neutralité, confidentialité et transparence, lorsque nous sommes impliqués dans le processus d'achat de biens ou de services ;
- Alertant le Département Conformité en cas de doutes ou de questions.

Questions - Réponses

Je viens tout juste d'être embauché(e) chez AXA et je travaillais précédemment chez un concurrent. J'ai conscience que les informations confidentielles sur les tarifs des produits acquises lors de mon expérience précédente ne doivent pas être communiquées mais j'aimerais m'en servir pour prouver mes compétences auprès de mon nouvel employeur.

La protection des informations confidentielles n'est pas limitée dans le temps. Vous ne devez pas communiquer ces informations, et si vous subissez des pressions pour le faire, vous devez immédiatement en informer votre Département Conformité.

Au cours d'un dîner, un(e) ami(e) proche, travaillant pour un concurrent, se met à aborder les stratégies tarifaires et de segmentation de la clientèle et suggère qu'un partage d'informations nous profiterait à tous deux. Que dois-je faire ?

Vous devez éviter tout contact informel avec la concurrence lorsque le contenu des échanges est susceptible de violer les lois antitrust et le droit de la concurrence. Vous devez faire clairement comprendre à votre ami(e) que vous n'êtes pas disposé(e) à aborder ces questions et changer de sujet de discussion.

6

Traitement équitable et professionnel des clients

Ce qu'il faut savoir

AXA est un acteur compétitif mondial qui, tout en veillant au respect du droit, s'applique à mettre en œuvre des pratiques loyales et déontologiques, notamment en matière de vente et marketing.

Afin de respecter cet engagement, nous ne devons en aucun cas :

- Fournir sciemment des informations erronées à nos clients, partenaires commerciaux ou concurrents ;
- Déformer ou dissimuler des faits afin d'en tirer un avantage concurrentiel ;
- Adopter un comportement illégal ou contraire à la déontologie professionnelle.

Si, à un moment donné, nous estimons avoir pu agir ou être poussés à agir d'une manière déloyale ou contraire à la déontologie professionnelle, nous devons en faire part au Département Conformité.

Ce qu'il faut faire

Nous adoptons un comportement équitable et professionnel vis-à-vis de nos clients en :

- Connaissant et appliquant les engagements d'AXA vis-à-vis de ses clients en matière de : transparence, de non-divulgateion d'informations clients confidentielles, de concurrence loyale et de lutte contre la fraude et le blanchiment de capitaux ;
- Assurant nos clients d'un traitement professionnel et honnête en gérant, en temps utile, les sinistres recevables d'une façon équitable, précise et courtoise ;
- Agissant d'une façon professionnelle, honnête et responsable lors de la promotion de nos produits et services ;
- Veillant à ce que nos clients disposent des informations et moyens leur permettant de s'exprimer et de résoudre tout différend qui pourrait survenir avec AXA.

Questions - Réponses

Je travaille sur un produit d'assurance santé. Je ne me sens pas à l'aise avec la stratégie tarifaire : le produit me semble trop cher au regard de sa valeur ajoutée pour le client.

Le développement des produits doit respecter toutes les politiques et procédures en vigueur. Si vous ne vous sentez pas à l'aise, bien que les procédures aient été respectées, vous devez consulter votre Responsable et faire part de votre ressenti au département concerné.

Je travaille dans la distribution. Suite à une publicité diffusée à la télé, un client souhaite acquérir un produit d'investissement. En appliquant les procédures en vigueur, ce type de produit n'est pas adapté au client. Que dois-je faire ?

Avant tout, vous devez fournir au client toutes les informations pertinentes concernant le produit et ses caractéristiques. Vous devrez lui expliquer les raisons pour lesquelles le produit ne correspond pas à ses attentes ou à son profil d'investisseur et lui proposer une alternative adaptée à ses besoins.

Protection et utilisation responsable des données clients

Ce qu'il faut savoir

Les activités d'AXA impliquent de collecter une grande quantité de données. Cela nous permet de comprendre la nature des risques que nous couvrons et de fournir aux clients les produits et services les mieux adaptés à leurs attentes. Les données nous permettent d'améliorer l'expérience client en proposant des produits sur mesure et des procédures plus simples et plus efficaces.

Les données personnelles désignent les données se rapportant à une personne identifiée ou identifiable à partir de ces données ou par croisement avec d'autres informations. Les données personnelles sensibles sont des informations par nature privées et qui, si elles sont divulguées inutilement, peuvent entraîner une discrimination (données de santé ou génétiques, origine raciale ou ethnique, opinions politiques, convictions religieuses ou philosophiques, orientation sexuelle, etc.).

Nous sommes le premier groupe d'assurance à avoir adopté des Règles internes d'entreprise (Binding Corporate Rules). Ces règles constituent un standard de protection des données reconnu à l'échelle internationale. Elles ont été approuvées par la CNIL et par nombre d'autres autorités de protection des données à travers le monde.

Ce qu'il faut faire

Nous protégeons les données personnelles et sensibles de nos clients, collègues et de toute autre personne, obtenues dans le cadre de nos activités en :

- Traitant les données personnelles de manière licite, loyale et transparente ;
- Recueillant des données personnelles à des fins précises, explicites et légitimes et ne les traitant pas de manière incompatible avec ces finalités ;
- Respectant les procédures de sécurité conçues pour protéger les données personnelles de la perte, utilisation ou divulgation non autorisée ;
- Collectant des données personnelles exactes et, au besoin, les mettant à jour ;
- Recueillant uniquement des données personnelles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est strictement nécessaire ;
- Ne conservant pas de données personnelles plus longtemps que nécessaire par rapport aux finalités pour lesquelles elles ont été recueillies ;
- Respectant les procédures de manière à garantir des réponses rapides aux demandes des clients concernant leurs données ;
- Ne vendant pas les données clients à des tiers extérieurs au Groupe AXA ;
- Organisant une formation adaptée à la protection des données personnelles ;
- Informant immédiatement le Responsable de la protection des données personnelles (DPO) de toute perte potentielle de données personnelles ;
- Consultant le Responsable de la protection des données personnelles en cas de questions ou de commentaires.

Questions - réponses

Je travaille dans un service clientèle. Un client me communique des données personnelles sensibles qui ne sont pas nécessaires pour une couverture d'assurance. Dois-je recueillir ces données ?

Non, vous ne devez pas recueillir des données clients si elles ne sont pas nécessaires. Ne pas recueillir de données qui ne sont pas nécessaires et supprimer les données obsolètes réduisent les cyber-risques et le risque de fuite de données.

Je dirige un projet concernant une nouvelle solution de protection et de prévention des risques, qui repose sur une compréhension approfondie et avisée des risques des clients. Comment protéger les données de mes clients ?

Vous devez consulter votre Responsable de la protection des données personnelles (DPO) afin d'intégrer les exigences en matière de confidentialité des données dès le début du projet. Il est judicieux de concevoir des processus visant à minimiser les problématiques de protection des données dès le début d'un projet - votre DPO peut vous conseiller à ce sujet.

8

Gestion des informations confidentielles

Ce qu'il faut savoir

Nous devons maintenir la confidentialité des informations non publiques sensibles détenues par la société ou partagées avec nos clients et nous ne devons pas divulguer ces informations à moins d'y être autorisés par AXA.

Une information confidentielle inclut toute information non publique qui pourrait être importante pour les marchés financiers ou les investisseurs, utilisée par les concurrents, ou dommageable à la société ou à ses clients si celle-ci était diffusée. Elle inclut également les informations financières importantes non publiques ainsi que les transactions potentielles, des problématiques opérationnelles et notre propriété intellectuelle.

La propriété intellectuelle concerne les informations confidentielles sur les produits, les brevets, les marques et les droits d'auteur, nos plans marketing et commerciaux, bases de données, modèles mathématiques, algorithmes, dossiers, données financières non publiées, ainsi que des informations que nos partenaires de Joint Venture, nos fournisseurs et nos clients nous ont communiquées.

Ce qu'il faut faire

Nous gérons comme il se doit les informations confidentielles en adoptant les activités de contrôle suivantes :

- Les documents et données concernant des sujets non publics doivent être correctement protégés ;
- Vous devez éviter les échanges professionnels sensibles, en personne ou par téléphone, dans des endroits publics et être particulièrement vigilant lorsque vous utilisez vos ordinateurs portables et tablettes dans des lieux publics ;
- Les mails et pièces jointes contenant des informations importantes non publiques doivent être cryptés ou protégés par mot de passe ;
- Vous devez utiliser des noms ou codes de projets anonymes pour dissimuler des sujets confidentiels.

Questions - Réponses

Une collègue d'une autre entité du Groupe AXA vous appelle pour vous faire part d'une rumeur : votre service serait concerné par une opération confidentielle de Joint Venture avec une banque. S'y connaissant dans le domaine bancaire, elle cherche à en savoir plus au prétexte que son expérience vous serait précieuse. Que devez-vous faire ?

Vous devez l'informer qu'il est inapproprié d'aborder ce genre d'opérations non publiques et mettre poliment fin à cet échange.

9

Prévention de la discrimination et du harcèlement

Ce qu'il faut savoir

Au sein d'AXA, nous nous engageons à respecter l'égalité des chances en matière d'emploi. Nous nous opposons à toute forme de discrimination illégale ou non, et ne saurons tolérer la discrimination fondée sur l'âge, la nationalité, l'origine ethnique, le genre, l'orientation sexuelle, l'expression ou l'identité de genre, la religion, la situation matrimoniale ou le handicap.

Le harcèlement peut prendre la forme d'avances ou de remarques sexuelles importunes, de commentaires inappropriés, d'insultes, de plaisanteries, d'affichage ou de conservation de matériel écrit ou graphique qui exploite, ridiculise, insulte ou témoigne de l'hostilité envers un groupe ou un individu. Un certain nombre de pays exige de disposer d'un processus de gestion des cas de discrimination et de harcèlement au travail et AXA adhère à l'ensemble de ces exigences.

Au sein d'AXA, nous prenons très au sérieux les allégations de discrimination et de harcèlement. AXA dispose d'une politique (Politique D&I du Groupe AXA) et de processus dédiés afin d'enquêter en toute indépendance sur des cas de manquements afin d'apporter une réponse appropriée à tout manquement présumé, suspecté ou confirmé.

Ce qu'il faut faire

Nous prévenons la discrimination et le harcèlement en :

- Connaissant, comprenant et respectant les lois applicables et les politiques d'AXA ;
- Étant sensible à la façon dont nos paroles ou nos actions peuvent être perçues par autrui, et en veillant à traiter avec respect et courtoisie nos collègues, candidats, clients, partenaires commerciaux et tout autre individu avec lequel AXA entretient des relations commerciales ;
- Nous opposant à la discrimination, aux intimidations ou au harcèlement de tout type ;
- Ne prononçant – ou en ne tolérant – pas des remarques ou avances sexuelles ;
- Se faisant conseiller par le Département Ressources humaines local en cas de doute ;
- Veillant à promouvoir et à encourager un environnement de travail favorisant l'intégration et la diversité ;
- Signalant au Département Ressources humaines local tout comportement inapproprié, toute insulte ou autre commentaire offensant.

Questions - Réponses

Je fais passer des entretiens pour un poste dans la vente. Le candidat ayant le meilleur profil est en fauteuil roulant. Je crains que certains clients ne soient pas à l'aise face au handicap physique de ce candidat.

Refuser une candidature au motif de la réaction (ou de l'hypothèse d'une possible réaction) d'autrui face au handicap, l'origine ethnique ou toute autre catégorie protégée constitue une discrimination illégale. Vous devez prendre votre décision en vous basant uniquement sur la capacité du candidat à réaliser le travail concerné.

Je ne suis pas très à l'aise car le responsable de mon service cherche constamment à m'inviter à dîner. Si je lui demande d'arrêter, j'ai peur que cela se retourne contre moi.

Ce type de comportement est inapproprié. Vous devez signaler cette situation à votre Département Ressources humaines local.

10

Comportement sur les réseaux sociaux

Ce qu'il faut savoir

Si l'utilisation accrue des plateformes de médias sociaux et en ligne crée des opportunités pour AXA et ses collaborateurs, elle génère également de nouveaux défis. Tout ce qui est publié ou commenté en ligne est généralement visible pendant longtemps et les frontières entre la sphère publique/privée ou la vie professionnelle/personnelle peuvent devenir floues.

Les plateformes de médias sociaux englobent les réseaux sociaux, les blogs, les wikis, les forums de discussions, les sites de chat, les forums en ligne et tout autre type de site ou de service permettant le partage d'informations entre utilisateurs.

Tout élément publié en ligne peut avoir un impact bien plus grand que celui attendu, à l'instar d'une discussion informelle entre collaborateurs. AXA a formalisé des exigences minimales (Norme concernant la réputation, la marque et la communication du Groupe AXA) qui vise à garantir une communication externe cohérente et fiable, une utilisation correcte de la marque et une remontée d'informations concernant les risques pour la réputation.

Ces exigences couvrent les relations presse sur les médias sociaux.

Ce qu'il faut faire

Adopter un comportement responsable sur les réseaux sociaux :

- Traiter autrui avec respect, honnêteté, politesse et courtoisie ;
- Veiller à ne jamais publier des informations confidentielles ou internes via une plateforme de médias sociaux avant que celles-ci n'aient été rendues publiques ;
- Ne jamais donner l'impression que nos opinions personnelles représentent les positions d'AXA. Cela inclut l'utilisation de logos et de marques commerciales de la société ou celle d'une adresse électronique de la société pour poster des opinions personnelles ;
- S'assurer que le temps consacré aux activités sur les médias sociaux n'interfère pas avec notre travail ou nos engagements vis-à-vis de nos clients ;
- Communiquer au Responsable des risques de réputation toute problématique identifiée ayant une incidence sur la marque ou la réputation d'AXA ;
- Adresser au Département Communication une demande avant d'intervenir au nom d'AXA sur une plateforme en ligne ou de médias sociaux y compris pour commenter des rumeurs ou des spéculations ;
- S'abstenir de diffuser des commentaires, images ou vidéos alors qu'AXA doit faire face à un incident ou à une crise ;
- Ne pas poster de commentaires, d'images ou de vidéos susceptibles d'être considérés comme inappropriés ou préjudiciables pour la réputation d'AXA ;
- Se retirer de tout échange ou discussion (y compris vidéos et images) impliquant des propos ou images inconvenants et pouvant être caractérisés d'offensants, de dégradants, d'inappropriés ou de menaçants.

Questions - réponses

Un collaborateur travaille au service Réclamations et gère un dossier client médiatisé. Des proches présents sur le réseau social du collaborateur - amis ou famille - demandent plus d'informations. Le collaborateur peut-il diffuser un post général sur une page Facebook pour répondre à la question ?

Non. Les collaborateurs sont tenus de respecter la politique d'AXA concernant la confidentialité des données. Lorsqu'ils travaillent dans des services clients ou qu'ils gèrent des réclamations, les collaborateurs doivent protéger les informations clients ainsi que l'implication d'AXA dans la gestion d'une réclamation ou la fourniture d'un service.

Au cours d'une réunion de team building à l'extérieur, des collaborateurs se prennent en photo. L'un(e) d'entre eux prend des clichés embarrassants d'un(e) de ses collègues. Le(la) collaborateur(trice) doit-il (elle) poster ces photos sur les médias sociaux ?

Les collaborateurs doivent faire preuve de bon sens et de discernement lorsqu'ils décident de publier un contenu. Ils doivent s'abstenir de poster des commentaires, photos, images, vidéos de personnes, y compris des collaborateurs, se trouvant dans des situations compromettantes susceptibles de les compromettre directement, et/ou de compromettre AXA.

11

Respect de la santé et de la sécurité

Ce qu'il faut savoir

Nous portons un intérêt tout particulier aux conditions de sûreté, sécurité et santé de notre personnel, et ce dans tous les aspects de leur travail au sein d'AXA.

AXA gère divers types d'activités dans de nombreux pays, et cette diversité implique des risques spécifiques en fonction des contextes concernés. Le Groupe a adopté des politiques adaptées visant à prévenir et réagir rapidement à tout événement affectant la sûreté, la sécurité ou la santé de nos équipes.

Ce qu'il faut faire

Nous contribuons à ce que notre environnement de travail soit sain et sûr en :

- Comprenant et recourant au Département Sûreté, au Responsable Santé et Sécurité ou au Département Ressources humaines ;
- Signalant toute problématique sécuritaire ou sanitaire à l'équipe locale dédiée à la sûreté, au Responsable Santé et Sécurité ou au Département Ressources humaines ;
- Créant et en conservant un cadre de travail sûr et en prévenant les accidents ou blessures sur le lieu de travail.

Questions - réponses

Dans les bureaux, je viens de remarquer une personne que je ne connais pas. Elle est seule et ne porte pas de badge. Je me demande si elle est autorisée à circuler dans nos locaux.

Vous devez l'aborder et lui demander si elle cherche quelqu'un. Au besoin, accompagnez-la à l'accueil pour qu'elle soit prise en charge en tant que visiteur. Si vous ne vous sentez pas à l'aise ou en cas de conduite suspecte, vous devez immédiatement signaler cette situation à votre responsable ou à la sécurité.

Je suis nouveau chez AXA et je travaille au 32^e étage mais je ne connais pas la procédure d'évacuation des locaux.

Les procédures de sécurité et de santé doivent faire partie intégrante du processus d'accueil des nouveaux Collaborateurs. Néanmoins, à tout moment, vous pouvez demander des informations sur les procédures existantes concernant l'évacuation en cas d'incendie, l'accès des visiteurs, les déplacements, les contacts en cas d'urgence, etc.

Annexe : Politique de délit d'initié

Cette Politique concernant la négociation de titres du Groupe AXA (la « Politique ») précise les règles en vigueur au sein d'AXA concernant la négociation de titres des sociétés du Groupe AXA (y compris les options et autres produits dérivés sur ces titres) lorsqu'un collaborateur détient une information privilégiée concernant l'émetteur desdits titres. La Politique s'applique à tous les collaborateurs d'AXA (à savoir les mandataires sociaux et les collaborateurs du Groupe AXA, ainsi que le reste du personnel ayant un statut de collaborateur (à savoir les stagiaires, les intérimaires, les autres collaborateurs considérés comme des collaborateurs au sens de la législation du droit du travail en vigueur et/ou pour des raisons fiscales) ainsi que les agents exclusifs).

Outre les règles régissant les opérations individuelles sur des titres des sociétés du Groupe AXA, la Politique détaille également les règles spécifiques concernant la négociation de tels titres par le biais de programmes proposés par la société, tels que les plans de souscription d'actions ou les plans d'actionnariat salarié d'AXA.

Tous les collaborateurs d'AXA doivent se familiariser avec la Politique et respecter les règles et procédures y afférentes. Toute violation des règles décrites dans la Politique pourrait entraîner des sanctions civiles et pénales selon les lois en vigueur sur les valeurs mobilières. Toute violation de cette Politique pourrait également entraîner des sanctions disciplinaires de la part d'AXA.

Quand une information est-elle « à caractère précis » ?

« Précis » induit un ensemble de circonstances ou un événement qui survient ou est susceptible de survenir et dont une conclusion pourrait être tirée concernant le possible effet de cet ensemble de circonstances ou de cet événement sur le cours des instruments financiers ou des instruments financiers connexes.

Quand une information peut-elle avoir un effet significatif sur le cours ?

Une information pourrait avoir un effet significatif sur le cours lorsqu'un investisseur raisonnable pourrait l'utiliser pour étayer, en partie, ses décisions d'investissement.

Qu'est-ce qui fait qu'une information est « non-publique » ?

Une information devra être considérée comme non publique si elle n'est pas accessible au public ou si elle n'a pas été diffusée de façon à ce que les investisseurs y aient accès de façon générale.

Par exemple, les collaborateurs d'AXA devront supposer que l'information n'est pas publique tant qu'elle n'a pas été divulguée dans un communiqué de presse officiel, par une agence de presse ou un service des relations presse, ou dans un quotidien à grand tirage, dans un document enregistré publiquement par une autorité de tutelle (comme le document de référence d'AXA enregistré auprès de l'AMF), lors d'une audioconférence publique que les investisseurs peuvent écouter par téléphone ou via internet ou dans des documents envoyés aux actionnaires, comme par exemple un rapport annuel, un prospectus ou une procuration, et tant qu'un laps de temps suffisant ne s'est pas écoulé pour que l'information ait été digérée par le marché, sous réserve que ladite information soit exacte et exhaustive.

En règle générale, si vous êtes en possession d'une information privilégiée concernant AXA ou une Filiales Cotées du Groupe, vous ne pourrez négocier les titres de la société concernée qu'au-delà d'un délai de 1 jour ouvrable suivant le jour de la diffusion de l'information au public.

Si vous ne savez pas si une information donnée est une information « privilégiée », veuillez contacter la Direction juridique du Groupe ou le responsable juridique de votre société. Rappelez-vous toutefois que c'est vous qui avez l'ultime responsabilité de respecter la Politique et d'éviter des opérations abusives.

Qu'est-ce qui fait qu'une information est « importante » ?

Il y a toujours des informations privilégiées ou confidentielles concernant des sociétés actives sur le marché telles qu'AXA et les Filiales Cotées du Groupe, qui ne sont généralement pas connues du public. Ces informations privilégiées ou confidentielles sont considérées comme significatives lorsqu'un investisseur raisonnable pourrait les considérer comme importantes dans sa décision d'acheter, de conserver ou de vendre un titre – par exemple, lorsqu'une information est susceptible d'influencer le cours des titres en question.

S'il n'est pas possible de fournir une liste exhaustive rappelant toutes les formes d'informations significatives, les points suivants méritent une attention toute particulière :

- les informations financières telles qu'une forte diminution d'un agrégat financier (chiffre d'affaires, résultat opérationnel d'exploitation courant, résultat net ajusté / résultat par action, marge opérationnelle ajustée, génération de trésorerie) du Groupe / de la société ou l'incapacité du Groupe / de la société à atteindre les objectifs financiers fixés ;
- les informations sur la stratégie du Groupe, et notamment les fusions, acquisitions, offres publiques, joint-ventures, cessions ou autres changements des actifs ;
- les informations techniques ou juridiques telles que le lancement d'une nouvelle activité ou la mise en œuvre d'un nouveau partenariat ;
- les informations sur l'organisation interne ou la gouvernance telles que des changements dans le contrôle de la société ou dans l'équipe dirigeante, ou encore des litiges importants, des enquêtes ou procédures menées par des autorités de tutelle.

Lorsque des informations privilégiées concernent un processus en plusieurs étapes, chaque étape de ce processus ainsi que le processus dans son ensemble constituent des informations privilégiées.

Périodes de blackout

Les collaborateurs d'AXA ayant régulièrement ou occasionnellement accès à des informations privilégiées relatives à AXA ou à des Filiales Cotées du Groupe doivent s'abstenir d'acheter ou de vendre les titres concernés durant des périodes définies (« périodes de blackout ») précédant l'annonce des résultats de ces sociétés.

Nous estimons que les personnes suivantes (« Personnes exposées à des informations privilégiées ») peuvent avoir un accès régulier ou occasionnel à des informations privilégiées relatives à AXA ou à des Filiales Cotées du Groupe et, en conséquence, ne doivent pas négocier des titres de ces sociétés au cours des périodes de blackout :

- Les membres du Conseil d'administration d'AXA,
- Les membres du Comité de Direction d'AXA,
- Les membres du Comité Partners du Groupe
- Les cadres dirigeants des principales filiales d'AXA
- Les directeurs des fonctions centrales de classe 7 et plus.

Tous les collaborateurs des directions GIE suivantes : PBRC, DJC, DAF, DCFG, relations investisseurs, affaires publiques & responsabilité d'entreprise, Group Corporate Development, gestion du risque, audit du Groupe.

Les autres personnes notifiées par la direction juridique centrale d'AXA de façon ponctuelle

Le fait que vous soyez ou non considéré comme une Personne exposée à des informations privilégiées peut évoluer dans le temps, en fonction de la nature de votre accès à des informations privilégiées et des responsabilités inhérentes à votre poste. En outre, AXA peut restreindre vos transactions de façon ponctuelle lorsque vous travaillez sur un projet spécifique ou une opération au cours duquel / de laquelle vous êtes susceptible d'obtenir des informations privilégiées.

Une Personne exposée à des informations privilégiées ne peut pas négocier de titres AXA ou de Filiales Cotées du Groupe au cours des périodes de blackout. Pour AXA, ces périodes de blackout débutent généralement environ 30 jours avant la publication de ses résultats annuels ou semestriels et 15 jours avant celle de ses résultats trimestriels. Pour les Filiales Cotées du Groupe, ces périodes de blackout débutent généralement 30 jours avant la publication périodique de leurs résultats. Suivant les circonstances, la date de ces périodes de blackout peut être reportée et leur durée modifiée.

Avant chaque période de blackout, la Direction juridique du Groupe :

- adresse une notification par mail à chaque personne automatiquement soumise à des périodes de blackout (membres du Conseil d'Administration d'AXA, membres du Comité de Direction et du Comité Partners d'AXA, ainsi que leurs assistant(e)s) ;
- demande à la Direction juridique de chaque filiale principale d'AXA d'informer les personnes ayant un accès régulier à des informations privilégiées au sein de la société des dates de la période de blackout ; et informe l'ensemble des collaborateurs du GIE AXA du commencement de la période de blackout via (a) la page intranet « One », (b) la newsletter « One week », et (c) un mail adressé à chaque assistant(e) des départements concernés afin qu'il en informe l'ensemble des membres.

Les Personnes exposées à des informations privilégiées souhaitant acheter ou vendre des titres des Filiales Cotées du Groupe devront consulter la Direction juridique du Groupe ou le responsable juridique de la Filiale Cotée du Groupe concernée afin de vérifier si la filiale en question est en période de blackout ou non.

Si vous voulez savoir si vous êtes considéré(e) comme une Personne exposée à des informations privilégiées ou bien si un individu devrait être (ou ne plus être) considéré comme telle, consultez la Direction juridique du Groupe.

Règles spécifiques concernant la négociation de titres AXA dans le cadre de programmes proposés par la société :

Les règles décrites ci-dessus s'appliquent également aux titres AXA acquis par le biais de programmes proposés par la société, tels que les plans d'options AXA, l'opération « Shareplan » et d'autres programmes de rémunération en actions. Cela signifie que, sauf indication contraire dans les règles du plan ou dans les politiques de négociation de titres des Filiales Cotées du Groupe :

Pour les options attribuées dans le cadre des plans de stock-options d'AXA, les collaborateurs d'AXA ne peuvent pas exercer d'options acquises s'ils sont en possession d'informations privilégiées concernant AXA et ne doivent pas vendre leurs actions ordinaires AXA ou des ADR acquis suite à la levée d'options.

Pour les options attribuées dans le cadre des plans de stock-options des Filiales Cotées du Groupe, les collaborateurs d'AXA ne peuvent pas exercer d'options acquises s'ils sont en possession d'informations privilégiées concernant les Filiales Cotées du Groupe et ne doivent pas vendre les actions acquises suite à la levée d'options.

En ce qui concerne la rémunération à base d'actions consentie dans le cadre de n'importe quel plan ou arrangement proposé par AXA ou une de ses filiales (y compris les Filiales Cotées du Groupe), les collaborateurs d'AXA ne peuvent pas réaliser d'opérations destinée à couvrir la valeur de cette rémunération y compris, les stock-options, les unités de performance, les « restricted stocks », les actions de performance ou attributions similaires (ou les titres sous-jacents) y compris, sans s'y limiter, toute transaction impliquant l'utilisation d'instruments dérivés destinés à limiter le risque de baisse ou à mettre en place un mécanisme de protection visant à figer cette rémunération entre un maximum et un minimum (« collar »). Cette restriction s'applique à partir de la date d'attribution jusqu'à la date à laquelle le bénéficiaire reçoit les titres sous-jacents (résultant de l'exercice d'une option, de l'annulation des restrictions sur des « restricted stocks » ou des unités de performance, livraison des titres pour les actions de performance ou tout autre événement similaire). Nonobstant ce qui précède, le Conseil d'administration d'AXA peut accorder des dérogations à cette interdiction afin de prendre en compte certains cas spécifiques lorsque la réglementation fiscale ou autre en vigueur dans certains pays, tels que la Belgique, peut rendre l'usage des dérivés et d'autres instruments nécessaire ou souhaitable au bon fonctionnement d'un plan de rémunération à base d'actions.



AXA.com

AXA SA
25, avenue Matignon
75008 Paris
Téléphone : +33 1 40 75 57 00

En savoir plus sur [AXA.com](https://www.axa.com)



Information légale. **AXA.** Certaines parties du présent Code peuvent ou non être soumises à un contrôle éditorial préalablement à sa publication ou à son impression. AXA SA ne peut en aucun cas être tenu responsable des pertes, dommages ou dépenses encourus ou subis, directement ou non, ou autrement par quiconque agit ou s'abstient d'agir sur la base de tout contenu de la présente publication. AXA SA se réserve le droit, à sa seule discrétion, de supprimer, réviser, modifier ou effacer tout contenu que ce soit .